

## **ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE**

**MARCHE N° 599/06/2025**

**PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET D'ENTRETIEN DES LOCAUX ET DE  
LA VITRERIE DES BATIMENTS DE LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE  
MALADIE DU HAINAUT**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(C.C.A.P.) – ANNEXES 1 à 3**

**COMMUN A TOUS LES LOTS**

**APPEL D'OFFRE OUVERT**

# SOMMAIRE

<b>ANNEXE 1 – INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE – CLAUSE SOCIALE .....</b>		<b>3</b>
<b>1- LE PRINCIPE .....</b>		<b>3</b>
1.1 Les publics éligibles .....		3
1.2 Comptabilisation des heures .....		4
1.3 Modalités de réalisation .....		4
1.4 En cas de recours à la sous-traitance .....		5
1.5 La règle générale de calcul de la durée d'exécution .....		5
1.6 Globalisation .....		5
<b>2 - L'ACCOMPAGNEMENT DE L'INSERTION.....</b>		<b>5</b>
<b>3- MODALITES D'EXECUTION ET DE CONTROLE.....</b>		<b>6</b>
3.1 Dispositions générales.....		6
3.2 Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique .....		6
3.3 Défaut de mise en œuvre de l'action d'insertion sociale .....		7
3.4 Règles liées au respect de la RGPD .....		7
3.5 Respect des engagements .....		7
<b>ANNEXE 2 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE - RGPD.....</b>		<b>8</b>
<b>1. OBLIGATION /CONFIDENTIALITE .....</b>		<b>8</b>
<b>2. RGPD.....</b>		<b>8</b>
2.1 Responsabilité des parties .....		8
2.2 Engagement de chacune des parties .....		9
<b>ANNEXE 3 - LISTE DES REPRESENTANTS DE L'ACHETEURS + MODALITES CHORUS PRO .....</b>		<b>10</b>

# ANNEXE 1 – INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE – CLAUSE SOCIALE

## 1- LE PRINCIPE

Afin de promouvoir l'emploi et favoriser l'insertion, le marché fait l'objet de dispositions sociales et économiques particulières **sur la partie : « nettoyage des locaux »** de chaque lot.

### 1.1 LES PUBLICS ELIGIBLES

Pour ces lots, les candidats s'engagent à réaliser une action d'insertion de personnes rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales particulières et répondant, par dérogation à l'article 16.1.1.1 du CCAG FCS à l'une des catégories suivantes.

- ✓ Des demandeurs de longue durée (plus de 12 mois d'inscription à Pôle Emploi), et ayant travaillé moins de 610 heures sur les 12 derniers mois.
- ✓ Des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active et autres minimas sociaux (ASS, Al...).
- ✓ Les publics reconnus travailleurs handicapés avec une RQTH à jour et validée par la MDPH du département
- ✓ Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau inférieur ou égal au niveau 3, sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi.
- ✓ Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés, de niveau supérieur au niveau 3, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et s'engageant dans une démarche d'insertion et de recherche d'emploi connu du Service Public de l'Emploi.
- ✓ Les personnes, en parcours au sein de Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi
- ✓ Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans et ayant des difficultés d'insertion professionnelle.
- ✓ Les personnes salariées (hors mises à disposition au sein des entreprises attributaires) par une structure de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L-5132-4 du Code du Travail.

En outre, les facilitateurs peuvent valider l'éligibilité d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières.

Il sera demandé aux entreprises de prendre en considération de manière particulière les candidatures qui lui seront transmises par les facilitateurs et ses partenaires territoriaux.

Il sera demandé aux entreprises de porter une vigilance à l'identification de femmes parmi les publics éligibles.

**L'éligibilité ne peut être validée, par délégation du Donneur d'ordre que par les facilitateurs mandatés sur ce marché et en amont de toute prise de poste.**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion l'**Acheteur** a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par trois facilitateurs de la clause sociale au sein du :

Lots	Contacts facilitateurs
Lot 1 – Valenciennes et ses annexes	<b>Service PLIE de Valenciennes Métropole</b>  <b>Pauline HORENT</b> Chargée de mission Clauses sociales d'insertion <b>03.27.09.62.76 - 06.43.52.12.10</b> <a href="mailto:phorent@valenciennes-metropole.fr">phorent@valenciennes-metropole.fr</a>
Lot 2 – Maubeuge et ses annexes	<b>Réussir en Sambre Avesnois</b>  <b>Nathalie HENAUT</b> Facilitatrice de la Clause Sociale d'Insertion <b>06 47 44 06 18 - 03 66 32 32 00</b> <a href="mailto:nhenaut@reussir-sa.fr">nhenaut@reussir-sa.fr</a>
Lot 3 - Cambrai	<b>Cambresis Emploi</b>

	<p align="center"><b>Denis DEMSKI</b>  Facilitateur de la clause d'insertion  <b>03.27.70.75.60 – 07.61.79.71.39</b>  <a href="mailto:ddemski@cambresis-emploi.fr">ddemski@cambresis-emploi.fr</a></p>
--	--

Il leur sera réservé obligatoirement, à l'occasion de l'exécution du marché ou de ses lots, un volume d'heure minimum à consacrer à l'insertion.

Ainsi, pour ce marché, Le titulaire s'engage pour l'exécution sur la durée d'exécution totale du présent Marché (y compris la ou les période(s) de reconduction) à réaliser un volume d'heures réservé à l'insertion de :

**Lot 1 Valenciennes et ses annexes : 350h/ an**  
**Lot 2 Maubeuge et ses annexes : 245h/ an**  
**Lot 3 Cambrai : 280h /an**

## 1.2 COMPTABILISATION DES HEURES

Les heures comptabilisées sont les suivantes :

- **Les heures de formation réalisées** en contrat en alternance, en CDPI et CIPI (si les formations préalables sont suivies de missions chez le titulaire) ou en période de professionnalisation.
- **Les congés payés**, pris à l'occasion de ce marché.
- **Les jours fériés**, pris sur ce marché.
- **Les jours d'intempéries** (sauf si l'organisme extérieur paie sans facturer auprès de l'entreprise).
- **Les arrêts maladie**, pris à l'occasion de ce marché.
- **Les accidents de travail.**
- **Les congés exceptionnels** (paternité...).

En cas de d'arrêt maladie et d'accident du travail, il est demandé à l'entreprise concernée d'informer les facilitateurs afin d'étudier les modalités de remplacement.

Durant l'exécution du marché, un bilan de l'engagement d'insertion sera réalisé pour tenir compte de l'évolution des personnes et adapter, si nécessaire les modalités d'insertion au présent marché.

## 1.3 MODALITES DE REALISATION

Dans le cadre de son engagement, plusieurs formes de réalisation sont proposées aux attributaires.

Toutes les heures, selon l'une ou les différentes modalités mobilisées, ne peuvent être comptabilisées que sur les contrats commençants a posteriori de la date d'attribution du marché ou du premier ordre de service et affectées obligatoirement à la réalisation dudit marché.

**L'éligibilité est liée au statut de la personne et non à la modalité de réalisation.**

### **Modalité n°1 : Embauche directe**

Elle peut se traduire par le recrutement direct : CDI, CDD, contrats en alternance (apprentissage ou professionnalisation) ...

### **Modalité n°2 : La mise à disposition de personnel**

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'une association intermédiaire (AI), d'une Entreprise Adaptée de travail Temporaire (EATT), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou d'une Entreprise de travail temporaire, ...

### **Modalité n°3 : Recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou d'un ESAT ou d'une EA**

Dans le cadre de la co-traitance, l'entreprise classique et la structure d'insertion répondent en commun à la présente consultation. Elles s'engagent conjointement non seulement sur l'ensemble des travaux mais aussi sur l'objectif d'insertion et la répartition de celle-ci.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est ainsi possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivi d'un contrat de travail directement porté par le titulaire.

Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché (administratif, commercial, logistique, ...)

#### 1.4 EN CAS DE RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer les facilitateurs et l'**Acheteur** afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie à l'article « *Volumes d'heures de travail réservées* ».

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

#### 1.5 LA REGLE GENERALE DE CALCUL DE LA DUREE D'EXECUTION

À compter de sa première embauche, quelle que soit la nature et le porteur du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

#### LES CAS PARTICULIERS

**1ère possibilité** Si dans la continuité d'un contrat à durée déterminée ou d'une mise à disposition, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion au cours de la deuxième année, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 12 mois à compter de la date de signature du contrat à durée indéterminée.

**2ème possibilité** Si dans la continuité d'un contrat en alternance à durée déterminée, l'entreprise embauche en contrat à durée indéterminée le salarié en insertion, les heures de travail réalisées par le salarié seront comptabilisées au titre des heures d'insertion dues par l'entreprise pendant 24 mois à compter de la date de signature du contrat à durée indéterminée.

#### 1.6 GLOBALISATION

Le titulaire du marché peut solliciter, auprès de l'**Acheteur** et/ou des facilitateurs, mentionnés dans les définitions de la présente annexe, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par les facilitateurs et l'**Acheteur**. Elle peut être recevable par les facilitateurs et l'**Acheteur** si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

## 2 - L'ACCOMPAGNEMENT DE L'INSERTION

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, l'**Acheteur** a mis en place une procédure spécifique d'assistance, gérée par les facilitateurs du PLIE de Valenciennes Métropole.

**Les Facilitateurs** ont, entre autres, pour missions :

Durant l'appel d'offre :

- D'informer les entreprises candidates pendant la préparation de leur offre, en matière de dispositif d'insertion

Durant la durée du marché

- De rappeler les modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion,
- D'accompagner les entreprises pour leur recrutement lié à l'obligation de réaliser leurs heures d'insertion (définition d'un profil de poste, d'un processus de recrutement, positionnement des publics prioritaires...)
- De favoriser l'insertion professionnelle des publics prioritaires (montée en compétences et en qualification, construction de parcours professionnel...)
- De suivre l'application de la clause pour le maître d'ouvrage.

- Faciliter les relations entre le maître d'ouvrage, l'entreprise titulaire, les opérateurs économiques concernés et les publics en insertion.

### 3- MODALITES D'EXECUTION ET DE CONTROLE

---

#### 3.1 DISPOSITIONS GENERALES

Il sera procédé au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé. A cet effet, les Facilitateurs produiront, à la demande du maître d'ouvrage ou de l'entreprise, les renseignements relatifs à la mise en œuvre de la clause.

Le défaut d'information de la part du titulaire entraîne l'application d'une pénalité prévue à l'article 21.2 du présent CCAP.

De façon mensuelle, le titulaire fournira (sous quinzaine, maximum) tous les renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la mise en œuvre de l'action d'insertion

*Lors de l'exécution du marché les documents suivants sont à renseigner et à transmettre aux facilitateurs, le quinze (15) du mois n+1 suivant la fin de chaque trimestre d'exécution:*

- ✓ Le contrat de travail ou une fiche de prescription reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, le lieu de travail, les heures hebdomadaires, mensuelles et annuelles ;
- ✓ L'attestation **mensuelle** (datée et signée) ou les fiches de paie indiquant le lieu de réalisation.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par l'**Acheteur** ou les facilitateurs, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou un envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le CCAP.

#### 3.2 DIFFICULTES D'EXECUTION, NOTAMMENT D'ORDRE ECONOMIQUE

En cas de difficultés, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer l'**Acheteur** et les facilitateurs par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, les facilitateurs étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir, si possible, aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, l'**Acheteur** peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le CCAP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de toute ou partie de ses salariés, il en informe sans délai l'**Acheteur** et les facilitateurs.

A ce titre il produit aux facilitateurs une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, les facilitateurs procèdent à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale. Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recouru à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

### 3.3 DEFAUT DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION D'INSERTION SOCIALE

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion et sans préjudice d'une éventuelle procédure de résiliation du Marché aux torts du Titulaire dans les conditions décrites dans le CCAP, **l'Acheteur** applique une pénalité dans les conditions définies à l'article « Pénalités ».

### 3.4 REGLES LIEES AU RESPECT DE LA RGPD

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée aux facilitateurs. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande du PLIE qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de **l'Acheteur**, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou les facilitateurs sont responsables du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1<sup>er</sup>) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi / insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél ou par courrier à l'attention du délégué à la protection des données.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

### 3.5 RESPECT DES ENGAGEMENTS

#### ✓ **L'insertion à l'issue du marché**

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément au présent article.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion.

**Dans le cas où le titulaire n'exécute pas son engagement en matière d'insertion, il sera fait application des pénalités prévues à l'article 21**

## ANNEXE 2 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE - RGPD

### 1. OBLIGATION /CONFIDENTIALITE

---

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Marché. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution de l'accord-cadre.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins de l'accord-cadre,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application de l'accord-cadre,
- . Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet de l'accord-cadre,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution de l'accord-cadre et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu de l'accord-cadre,
- . Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Marché et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Marché et pour quelque cause que ce soit.

### 2. RGPD

---

#### 2.1 RESPONSABILITE DES PARTIES

L'exécution de l'accord-cadre peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de l'Acheteur.



Est qualifiée de « sous-traitant », au sens de l'article 4 du RGPD, « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ». Le sous-traitant est autorisé à traiter les seules données à caractère personnel nécessaires pour la mise en œuvre des actions qui lui ont été confiées par l'Acheteur.

Chaque des parties, s'engage à communiquer les coordonnées de contact de son délégué à la protection des données (DPO) et à tenir à jour la documentation nécessaire à la preuve de la conformité du traitement (registre des traitements, étude d'impact si nécessaire).

## 2.2 ENGAGEMENT DE CHACUNE DES PARTIES

Ainsi, le Titulaire s'engage à :

- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; Article 32 du RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes.
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de l'Acheteur y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne (si l'Acheteur l'y a préalablement autorisé).
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- Apporter de l'aide à l'Acheteur, en fonction de la nature du traitement, pour qu'il s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc...) ;
- Mettre à disposition de l'Acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits.
- Informer au plus tard dans les 48 heures l'Acheteur de toute suspicion de violation de données à caractère personnel accidentelle ou non et de tout manquement à la réglementation applicable en matière de protection des données à caractère personnel.
- Notifier à l'Acheteur, toute violation de données que vous traitez pour son compte dans les 48 heures après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (Article 33 RGPD).
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de l'Acheteur (Article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que l'Acheteur lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, l'Acheteur rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein de l'accord-cadre qui lie le Titulaire à l'Acheteur et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de l'Acheteur (suppression, destruction, retransmission de ces données).
- Aux règles relatives à la confidentialité.

Ainsi, sur demande de l'Acheteur, le Titulaire doit être en mesure de fournir l'avancée des mesures mises en place afin de se conformer à cette réglementation ainsi que les coordonnées du délégué à la protection des données (DPO) (Article. 37 RGPD).

## ANNEXE 3 - LISTE DES REPRESENTANTS DE L'ACHETEUR + RAPPEL MODALITES CHORUS PRO

Cette annexe sera communiquée à la notification du marché